

Rédaction-administration: 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. Tél: 808.00.80 à 84. Telex: PRENO A 211.628 F.

Imprimé par Rotographie à Montreuil. Riccobono (pour le Sud-Est). Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

Belgique: 18 FB • Suède: 2,25 KR • Luxembourg: 15 FI • Italie: 350 L • Grèce: 20 DR • Suisse: 1 FS • Portugal: 15 Esc • Algérie: 1,60 Dinar • Maroc: 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

SERGEANT ANDERSON FEUILLETON TV AMERICAIN

Lire page 7

DEVANT LA MENACE D'UNE INTERVENTION POLICIERE

LES LIP SE BARRICADENT



La garde de nuit à Palente

Pierre Pertuse/Rouge

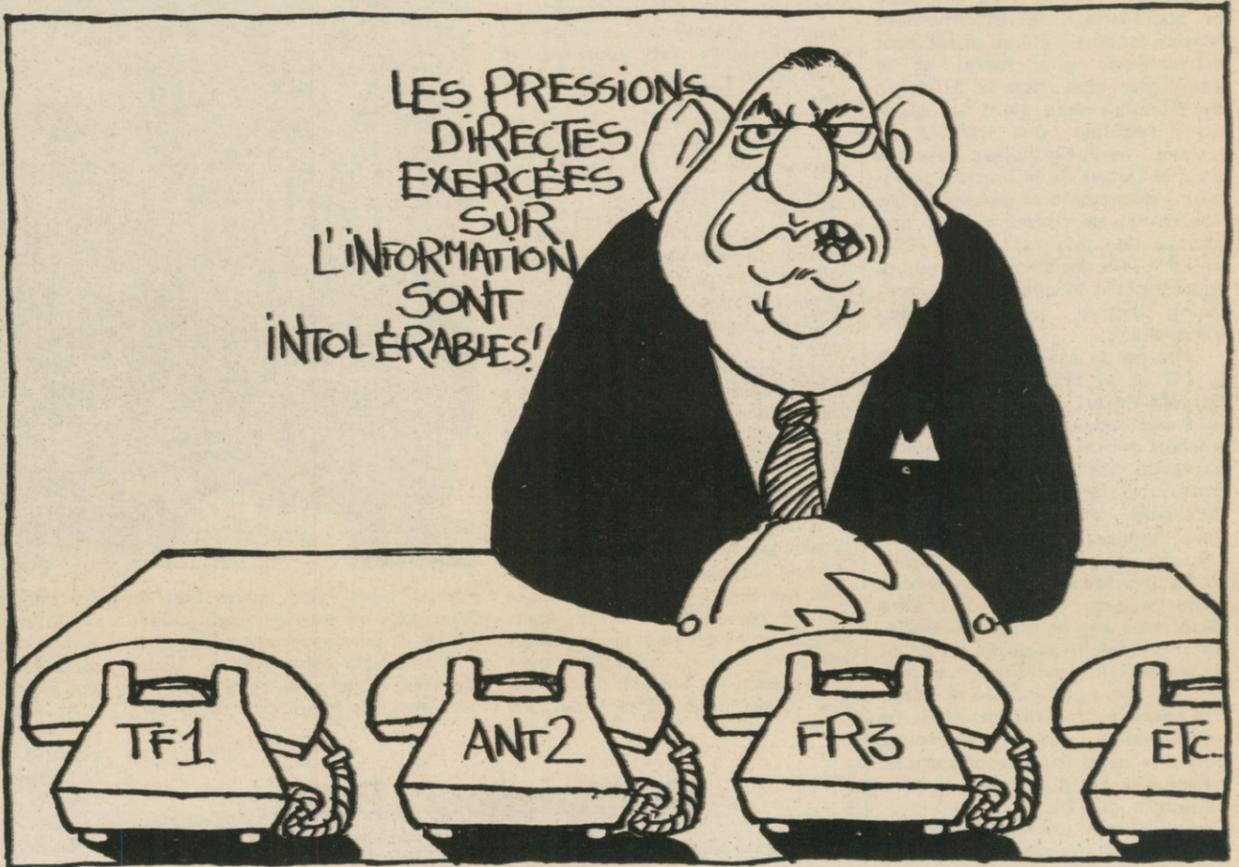
Lire page 5

COCORICOUAC A TF 1

Après la « bourde » du PC, le droite ouvre la bataille pour le contrôle des médias

Une initiative convaincante

pour défendre le pluralisme de l'information ?



Boiteux fait la bombe

A detailed table from a hotel invoice for Hotel Georges V. It lists various services like breakfast, room charges, and other amenities with their respective costs in Francs. The total amount is 4,216.70 Francs.

Voici la « note de frais » de M. Boiteux, directeur général d'EDF pour un séjour de quatre jours à l'hôtel Georges V à Paris (du 8 au 12 juillet), où il avait été relégué par l'EDF après l'attentat dont il avait fait l'objet la veille.

Certes le brave homme avait besoin de calme... mais, ironie du sort, il y dans la facture un chiffre obsédant que se répète: 15%... Au Georges V, c'est le service, mais pour la direction d'EDF, ce chiffre prend une signification fort déplaisante: les autoréductions de 15% des factures d'électricité par les anti-nucléaires.

Hier, en début de soirée, la CFDT faisait connaître sa position dans l'affaire de TF1. Comme le PS, les radicaux de gauche, elle condamne en des termes assez vifs l'action des militants du PCF: « L'encadrement par le pouvoir de l'information télévisée ne peut en aucun cas justifier qu'un parti politique confisque un temps d'antenne au nom d'une nécessité qu'il considère comme valable. »

Dans le même temps, on

apprenait que le procureur de la République avait ouvert une information contre X. Il est des occasions où la justice sait faire diligence...

C'était avant-hier soir: une cinquantaine de militants du PCF de l'aérospatiale ont envahi les studios de TF 1 à 20 h, au moment où commençait le journal présenté par Roger Gicquel. Ils exigeaient la lecture sur l'antenne d'un communiqué

de protestation contre l'interdiction de Concorde aux Etats-Unis.

Refus de Gicquel, discussion, envoi de quelques concordances en papier sur le plateau, retard d'une demi-heure enregistré dans la présentation du journal télévisé, sortie sans incident des militants du PC aux cris de « pas de chaise électrique pour Concorde »

Lire page 3

Ordre des médecins: le Conseil d'état à la rescousse

Lire page 5

LE TRIOMPHE DE TENG HSIAO-PING

Le comité central du PCC le réhabilite dans son poste de vice premier ministre et exclut les membres du « gang des quatre »

Lire page 2

La défaite du parti gouvernemental au Sri Lanka

LE PARTI DE BANDARANAIKE N'A QUE QUATRE ELUS

Les conservateurs vont former un nouveau gouvernement

Lire page 2

SRI LANKA L'écrasante défaite de Bandaranaike

On aura rarement vu pareille défaite que celle qu'a enregistrée le parti du Premier ministre sortant, Mme Bandaranaike, aux élections législatives qui viennent de se dérouler au Sri Lanka. La déroute du SLFP (Sri Lanka Freedom Party) aura dépassé toutes les prévisions puisque, selon les résultats partiels, ce parti passe de 85 sièges, la majorité absolue, à 4 sièges. Si Bandaranaike a été réélue, ni son bras droit de neveu ni la plupart de ses ministres ne l'ont été.

Aux élections de 1970, Bandaranaike l'avait remporté triomphalement, canalisant les espoirs et la combativité populaire en promettant « une voie originale au socialisme », le retournement actuel traduit l'échec total tant économique que social et la désillusion des masses. Le bilan de Bandaranaike tient en quelques réalités : des milliers de jeunes révolutionnaires proches du JVP (Front de libération populaire) massacrés et parqués dans des camps de concentration, une hausse des prix record en 1976, de 25 %, un nombre de chômeurs représentant le quart de la population active, une corruption généralisée.

Les partis réformistes — dont le PC et le LSSP (Lanka Sama Samaja Party) — regroupés dans le front uni de la gauche, qui avaient durant de longues années participé au gouvernement et cautionné la politique de Bandaranaike avant de retourner dans l'opposition, ont eux aussi subi le contre-coup des désillusions populaires. Ils perdent tous leurs sièges. L'opposition sera désormais représentée au Parlement par les 16 députés du Front de libération tamoul représentant les ouvriers agricoles de la minorité tamoule du nord du pays. Le gouvernement devra désormais compter avec les revendications nationales de la minorité la plus exploitée de l'île.

Le grand vainqueur est le parti de la grande bourgeoisie, l'UNP (United National Party) qui obtint une écrasante majorité avec 130 sièges sur un total de 168. Ce parti a réussi à canaliser le mécontentement populaire grâce à une fantastique démagogie socialisante allant même jusqu'à parler « d'autogestion », malgré l'inexistence d'une alternative révolutionnaire crédible à Bandaranaike. Les masses feront donc l'expérience d'un gouvernement de la grande bourgeoisie. Déjà, le nouveau Premier ministre, Jayewardene, a demandé au peuple de « coopérer pour maintenir la loi et l'ordre ».

LE CC DU PC CHINOIS REHABILITE TENG HSIAO-PING

La troisième session plénière du comité central du PC chinois vient de ressortir des « poubelles de l'histoire » Teng Hsiao-ping où il avait été jeté le 7 avril 1976. Cette session du comité central qui a officiellement réhabilité Teng a également réélu à la tête du parti et de la commission de l'armée Hua Kuo-feng et a adopté l'ordre du jour du XI^e Congrès du parti. Le communiqué officiel annonce que Teng est restauré dans ses fonctions de vice-président, membre du comité central et du bureau politique du parti, vice-Premier ministre, vice-président de la commission des affaires étrangères et chef d'état-major de l'armée populaire de libération.

Radio-Pékin précise que Hua Kuo-feng a présidé la session au cours de laquelle les « camarades vice-présidents Yeh Chien-yin et Teng Hsiao-ping ont prononcé d'importants discours ».

Teng Hsiao-ping revient de loin. Il avait déjà effectué une semblable résurrection dans sa carrière en réapparaissant comme vice-Premier ministre en 1973 après avoir été démis de ses fonctions de secrétaire général du parti en 1967, pour avoir été, après le président de la République Liu Shao-shi, « le plus grand dirigeant engagé sur la voie capitaliste ».

Les espoirs de voir Teng, vétéran de la révolution chinoise, et très lié à l'ancien Premier ministre Chou En-lai, succéder à Chou à sa mort le 8 janvier 1976 s'effritent quand Hua Kuo-feng est nommé Premier ministre par intérim début février.

Dans le courant du mois de mars, la presse dénonce Teng en reproduisant notamment une citation de Mao qui déclare : « Cette personne est un représentant de la bourgeoisie et ne connaît rien au marxisme-léninisme. » Mais début avril, à l'occasion du Festival des morts, des dizaines de milliers de per-



sonnes manifestent place Tien An Men pour rendre hommage à Chou En-lai, et ce mouvement prend alors l'allure d'une campagne en faveur de Teng Hsiao-ping. A la suite des violentes manifestations du 5 avril

qui traduisent plus la crise générale de la bureaucratie chinoise et une timide réapparition des masses sur la scène politique qu'un soutien inconditionnel à Teng, des arrestations sont effectuées, et l'organisation de la manifestation (caractérisée de « contre-révolutionnaire » par l'appareil dirigeant) est attribuée à Teng. Celui-ci est alors destitué.

Ce n'est qu'après l'arrestation, le 7 octobre, de la veuve de Mao et des autres membres du « gang des quatre » que la cote officielle de Teng remonte. Sa réhabilitation a été précédée début janvier par une grande campagne d'affiches en sa faveur à Pékin et dans quelques autres villes de Chine. En avril de cette année, la Conférence nationale industrielle qui réunissait sept mille délégués adoptait l'orientation de Teng en matière économique. Elle marquait une rupture par rapport à l'orientation antérieure. Il s'agissait ni plus ni moins de revenir à la situation qui pouvait exister avant la Révolution culturelle : direction unique, renforcement de la « discipline du travail » et répression ouverte contre les travailleurs qui ne s'y plieraient pas.

La crise de la bureaucratie chinoise réside dans l'absence d'une nouvelle direction disposant de la confiance entière de l'appareil du parti et d'un minimum d'autorité sur les masses. Hua Kuo-feng a conquis sa position de premier dirigeant du PC chinois, non à cause de forts appuis fractionnels, mais parce que ses liens avec une fraction ou une autre étaient vagues. En même temps que l'ensemble de la bureaucratie acceptait la venue de Hua au pouvoir pour permettre une stabilisation de la direction du parti, Teng restait sur les rangs, soutenu par d'importants secteurs de la bureaucratie et disposant d'un réel appui dans les masses.

Avec la réhabilitation Teng, que va devenir Hua ? Car, vu sa nouvelle popularité, Teng acceptera-t-il de se trouver sous les ordres de Hua ? Au-delà de ces graves questions, il est sûr qu'au soir du vendredi 22 juillet, les forces antimaoïstes ont gagné la bataille de la succession de Mao et cela sans aucune intervention des masses sur la scène politique.

G. Vitold

NOTES INTERNATIONALES

Diplomatie française le bobard

Ainsi pour le chef de la diplomatie française, « il est temps de dégonfler le bobard qui a trait aux relations prétendument étroites entre la France et l'Afrique du Sud. » Et notre ministre des Affaires étrangères d'avancer des chiffres à l'appui, à savoir que le commerce extérieur de l'Afrique du Sud avec la France ne dépassait pas 2 %. La belle preuve que voilà ! Outre, que de Guiringaud ne nous fournit là que le pourcentage vu du côté sud-africain, chiffre bien en-deçà de la réalité comme il se doit, nous savons tous qu'une collaboration réelle ne se multiplie pas seulement à l'aune des chiffres d'un commerce extérieur. Entretien de personnel, échange de brevets industriels, collaboration politico-militaire, etc. autant de données « invisibles » qui fondent la consistance du bobard décrié.

La nature qualitative d'une aide est aussi à prendre en compte lorsqu'il s'agit de la livraison d'une centrale ou d'accords portant sur de l'uranium. Le régime Giscard le sait et lorsque de Guiringaud déclare que « la France est prête à vendre des centrales atomiques aux pays africains » la farce est-elle encore de mise ?

F.T.

Izko est rentré clandestinement au Pays basque

Neuf anciens prisonniers politiques basques, qui avaient été exilés en Belgique et au Danemark, sont rentrés clandestinement jeudi en Euskadi-Sud.

Dès leur arrivé, les neuf Basques, parmi lequel se trouvaient Xavier Izko de la Iglesia, condamné deux fois à mort lors du fameux conseil de guerre de Burgos, ont pris la parole à Durango devant une assistance de cinq mille personnes. Ils ont été accueillis par l'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement basque durant la guerre civile, Telesforo de Monzon. Une heure après le début du meeting, les forces de l'ordre n'étaient toujours pas intervenues pour l'interrompre ou arrêter les militants basques.

Pologne Quelle amnistie ?

Revenant sur les déclarations récentes du directeur du cabinet du procureur général de Pologne, le ministère de la Justice indique que l'amnistie proclamée à l'occasion de la fête nationale du 22 juillet ne contient « aucune clause restrictive ». Ce qui veut dire que les cinq ouvriers d'Ursus et de Radom toujours emprisonnés, ainsi que les neuf intellectuels d'opposition incarcérés pourraient en bénéficier. Mais rien de concret ne permet encore de penser que de telles libérations interviendraient. On vient d'apprendre au contraire que Lipski, membre du KOR, libéré pour raisons de santé, mais toujours inculpé, vient de se voir notifier deux nouveaux chefs d'accusation.

C'est à l'évidence la pression de l'opinion publique qui fera la décision. Une pétition de trente médecins français vient ainsi d'être transmise à l'ambassade de Pologne demandant la libération de toutes les personnes arrêtées.



H. V.

Manifestations à Pékin

Pékin (AFP) — Quelques minutes après l'annonce officielle de la réhabilitation de Teng Hsiao-ping, Pékin retentit des pétarades saluant l'événement.

Dans la grande avenue Changan qui traverse la capitale, on a commencé à installer des vespasiennes sur les trottoirs en prévision de grandes manifestations. En fin d'après-midi, hier, la ville retentissait de cris poussés en l'honneur de eng, de Hua Kuo-feng et du parti. Des cortèges déjà imposants affluaient de toutes parts vers le centre de la ville, et en particulier vers la place Tien An Men.

On n'avait pas vu depuis si longtemps une manifestation se développer à une telle rapidité à l'annonce d'un événement politique à Pékin. Mais cette spontanéité n'est qu'apparente. Depuis plusieurs jours, des slogans étaient apparus dans le centre de la capitale, annonçant avant même la fin de la 3^e session plénière du Comité central, du 16 au 21 juillet, les deux principales nouvelles : la réhabilitation de Teng et l'exclusion du parti des membres du « gang des quatre ».

ARGENTINE

La dictature fait le vide

La disparition de l'ambassadeur argentin au Venezuela, Hector Horacio Sola, enlevé au cours d'un bref séjour dans la capitale argentine, est un indice des profondes divisions qui traversent actuellement la bourgeoisie de ce pays.

Ancien dirigeant de l'UCR (Union civique radicale), bien vu par les péronistes, Hildago Sola avait déclaré lors de son arrivée à Buenos Aires : « Je vais faire tout mon possible pour devenir président de l'Argentine ». Dans les sphères proches du gouvernement, il était le principal représentant de la fraction de la bourgeoisie qui réclame un retour sinon au parlementarisme, du moins à un « gouvernement civico-militaire » et dont les thèses sont exposées dans un livre que vient de sortir « le général Lanusse, ex-président-dictateur de 1971 à 1973. »

Dans ce livre, Lanusse dénonce très violemment les violations permanentes des Droits de l'homme en Argentine, non par humanisme, mais parce qu'elles mettent en cause la respectabilité commerciale de l'Argentine sur la scène internationale.

De nombreuses autres personnalités démocratiques ont également disparu ces derniers temps : sept avocats, parmi lesquels Antonio Ricci, Norberto Centeno et Enrique Broquen, un des derniers avocats qui osait défendre les prisonniers politiques ; quatre personnalités liées à la CGT argentine : Ignacio Ikonikoff, physicien, Maria Bedoyan, journaliste, Haroldo Lloyurato et Liliana Galetti, enseignante.

Dernier indice, la dissolution de la CGE, qui regroupait surtout des patrons de la bourgeoisie nationale,

montre la décision de la fraction dure, pro-impérialiste, de la bourgeoisie, de liquider définitivement les dissonances qui se font jour un peu partout.

Dans cette lutte, les Monteneros péronistes et le PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs) volent au secours de la bourgeoisie nationale. Dans une interview au Monde, Luis Mattini, secrétaire général du PRT depuis la mort de R. Santucho, part d'une autocritique de ses positions antérieures sur la lutte armée : « Nous avons méconnu le reflux du mouvement populaire ; nous pensions pouvoir affronter le coup d'Etat de mars 1976. » pour proposer en conclusion un « pacte démocratique » à tous les antifascistes d'Argentine.

G. Vitold

PORTUGAL

Avec le vote commun PS-PSD NOUVELLE ETAPE DANS LA COLLABORATION SOARES-SA CARNEIRO

Finallement, un accord est intervenu entre le Parti socialiste portugais de Mario Soares et le Parti social-démocrate (PSD ex-PPD) de Sa Carneiro, autour du projet de « contre-réforme agraire » présenté par le gouvernement portugais. C'est par 166 voix contre 86 que le projet est devenu loi.

Les députés du Parti communiste et du Centre démocratique et social (CDS, droite musclée) ont voté contre, ainsi que l'unique député de l'Union démocratique populaire (maoïste). Trois députés de la « gauche socialiste », dont l'ancien ministre de l'Agriculture, Lopes Cardoso ont voté également contre le projet gouvernemental.

Leur prochaine exclusion du PS ne fait guère de doute. Dans de récentes interventions publiques, Mario Soares a déjà parlé de « l'ex-camarade Lopes Cardoso » et qualifié la gauche du PS, regroupée dans l'association « Fraternité ouvrière » de « fantoches au service du Parti communiste ».

Le fait marquant de ce vote est précisément le vote du PSD en faveur de la loi Barreto. Il suffisait aux amis de Sa Carneiro de s'abstenir pour assurer la victoire du PS. En fait, ce vote commun inaugure une période de « collaboration de fait et privilégiée » entre les deux partis.

Dans le communiqué commun publié à l'issue des négociations entre les deux partis, le PS et le PSD annoncent qu'ils ont décidé, à défaut d'un « accord global » et d'un soutien du PSD au gouvernement, d'entamer un « dialogue privilégié entre eux, de tenir des réunions régulières et de créer même des groupes de travail

pour étudier les principaux aspects de la vie politique portugaise. »

Rejetant dans l'opposition le PCP et (pour l'instant ?) le CDS, le gouvernement Soares, qui s'appuyait sur une minorité parlementaire, entame une nouvelle étape dans la constitution d'une solution de compromis au Portugal. C'est en faveur de cette ouverture à droite, et même de la constitution d'une véritable coalition gouvernementale PS-PPD qu'ont milité, depuis plusieurs semaines, les principales forces de la bourgeoisie portugaise et internationale.

Mario Soares pourra difficilement reculer de plusieurs mois l'échéance de l'entrée au gouvernement des « sociaux-démocrates ». Ajoutée aux attaques anti-ouvrières, à l'épuration menée bon train et avec des méthodes qui montrent que la social-démocratie n'a parfois rien à envier aux partis stalinien pour faire respecter le monolithisme en son sein, cette évolution du PS portugais va rendre diablement difficile la tâche de ses zéloteurs français qui expliquent que la « ligne Soares a sauvé la révolution portugaise.

A quelques mois des échéances électorales de mars 1978, l'exemple portugais prend figure de leçon de choses...

Michel Rovere

RFA

La bureaucratie syndicale renonce à « poursuivre » Heinz Brandt

C'est une affaire qui a déjà son histoire : en mars dernier, Heinz Brandt, vétérinaire du mouvement ouvrier allemand, rédacteur retraité du journal de l'IG Metall (le très puissant syndicat de la métallurgie en RFA), jette un gros pavé dans la mare : à l'occasion de la manifestation contre la centrale nucléaire de Brokdorf, il déclare que les militants anti-nucléaires doivent se défier du lobby nucléaire capitaliste, mais aussi des bureaucrates syndicaux qui marchent la main dans la main avec les marchands d'atome, tiennent des discours lénifiants sur le caractère inoffensif de l'énergie nucléaire, la nécessité d'assurer la sécurité de l'emploi...

Faut-il dire que cette déclaration n'eut pas l'heur de plaire à ceux qui se sentaient visés ? Une procédure disciplinaire fut engagée contre Heinz Brandt. Les bureaucrates n'avaient pas oublié non plus sa prise de position contre leur entreprise de démolition du syndicat berlinois GEW (fonction publique), dont la majorité avait le mauvais goût de défendre des positions plus radicales que celles des bonzes.

Mais Heinz Brandt n'est pas le premier venu. Il a été réprimé sous le nazisme, réprimé en RDA par la bureaucratie stalinienne, il est comme un symbole d'une combativité ouvrière, d'une histoire qu'aucun appareil n'est parvenu à évincer. La procédure engagée contre lui a



déclenché la réaction de militants, de cadres syndicaux qui ont signé des motions de protestation, organisé des rassemblements, etc. A Berlin, par exemple, ce sont des dizaines de Betriebsrat (délégués d'entreprise) et de cadres syndicaux qui ont signé une telle pétition.

Cette protestation a pris une telle ampleur que la bureaucratie syndicale a commencé à s'inquiéter sérieusement ; il s'agissait en l'occurrence de tout autre chose qu'un mouvement d'humeur d'une poignée de « gauchistes » ou « infiltrés » dans le syndicat. Elle a donc dû reculer : la procédure engagée contre Heinz Brandt a été suspendue.

Cette victoire est d'une très grande importance pour les secteurs combattifs de la classe ouvrière allemande : à partir de là, ce sont tous les problèmes de la démocratie dans le cadre syndical qui seront posés.

Alain Brossat

Après l'intervention des militants du PC au journal télévisé

LA DROITE SE DECHAINED

Suite de la page 1

A première vue, pas de quoi fouetter un chat. Mais nous sommes déjà en période de campagne électorale, et le PC a commis la bourde de l'oublier. Ceux qui font de l'anti-communisme l'essentiel de leur programme ne l'ont pas oublié, eux, et ils ne l'ont pas loupé au tournant.

A 20 h 30, Maignon annonçait l'ouverture d'une enquête. Dans la soirée, le P-DG. de TF 1 annonçait qu'il portait plainte. Les dirigeants des partis et groupuscules de la « majorité » emboîtaient le pas. La presse de droite aussi. FO aussi. Soisson, secrétaire général du Parti républicain, donne le ton : « Le Parti communiste français cherche à faire pression sur les journalistes et les moyens d'information. Malheureusement, imaginons ce que serait l'information soumise aux pressions quotidiennes du Parti communiste après une éventuelle victoire de la gauche en 1978. »

Du côté du mouvement ouvrier et des autres composantes de l'Union de la gauche, les réactions, pour être embarrassées, n'en sont pas moins claires. Le Parti socialiste, dans un communiqué, déclare notamment que la défense de la liberté d'information « ne passe pas par des opérations de commando ». Les radicaux de gauche « portent une appréciation négative ». La Ligue des droits de l'homme prend ses distances. La Fédération du Syndicat national des journalistes de l'audiovisuel, la CFDT de TF1, tout en dénonçant la mainmise du pouvoir sur les moyens d'information, se démarquent.

Pas eux !

Inutile de nous étendre longuement sur ce qu'ont d'écoeuvrant les cris d'orfraie de la droite qui glapit au viol de la liberté d'expression. Qu'il suffise de rappeler que, lorsqu'un commando d'extrême droite, dirigé par Dupuy de Méry, envahit la Maison de la radio pour empêcher Krivine de parler à la télé, nous n'avons pas entendu parler d'ouverture d'enquête sur la demande de Maignon ni de plainte de Marcel Jullian, directeur d'alors d'Antenne 2, qui ait abouti... Non, décidément, pas eux, qui depuis 20 ans exercent le monopole sans partage de l'information télévisée et radio-diffusée.

Il reste que le Parti communiste a fait une grosse bourde. D'abord parce que, comme Gicquel n'a pas manqué de le relever, il est pour le moins insolite d'organiser des actions de ce type au moment où, dans le cadre des discussions pour la réactualisation du Programme commun, se débattent, entre autres, les questions de la liberté d'information. Quoi qu'on puisse penser, par ailleurs, des raisons qui ont pu entraîner le Parti communiste à cette action, le moins qu'on puisse dire est qu'elle traduit un manque total de clairvoyance politique.

Le public, les travailleurs qui sont accoutumés à « consommer » l'information radiotélévisée ne sont pas convaincus a priori que cette information est manipulée et censurée par le pouvoir. Ce ne sont pas des actions ponctuelles, sans préparation préalable, comme celle du PC sur le plateau de TF 1, qui peuvent les en convaincre. D'autant plus que le thème du Concorde et l'attitude du PC qui consiste à reprendre des mains défaillantes du pouvoir le flambeau patriotique ne sont pas des plus susceptibles de sensibiliser l'opinion et les travailleurs sur cette question.

Si les Lip...

C'est en s'appuyant sur une réelle mobilisation des travailleurs, que la démonstration de la manipulation ou de la rétention de l'information

par la télé et les grandes radios pouvait être faite de façon plus élogieuse.

L'action non préparée et substitutive du PC est dommageable parce qu'elle permet à peu de frais à la droite d'enfourcher un de ses dadas favoris, d'agiter le spectre des « velléités de dictature communiste sur les moyens d'information », parce qu'elle lui permet d'entonner les clairs sons qui annoncent « la dictature stalinienne en 1978 », etc. Pour le reste, les arguments les plus convaincants ne sont pas ceux qui stigmatisent « l'action de commando » ; après tout, si les travailleurs de Lip envahissaient l'antenne régionale de FR 3 à Besançon pour exiger une information correcte sur leur lutte, nous les soutiendrions sans réserve et nous osons espérer que le mouvement ouvrier en entier les soutiendrait.

Imaginons que les travailleurs de l'aéronautique soutenus par leurs organisations syndicales et politiques, bénéficiant d'un large courant de sympathie parmi les travailleurs du pays, confrontés au black-out des moyens d'informations officiels sur leur lutte et leurs revendications, envisagent ce type d'action également : le problème se poserait dans des termes tout à fait différents.

Un débat

Ce qui est gênant, en l'occurrence, c'est que le PC, par l'entremise d'un cinquantaine de ses militants de l'aéronautique, se croit fondé à organiser une telle action pour parler au nom des « travailleurs de l'aéronautique ». Curieuse démarche qui l'isole totalement et repose sur une étrange conception de la façon dont

les travailleurs en lutte font entendre leur voix... Un problème auquel nous avons déjà été confrontés au fil de la lutte du *Parisien libéré*.

Nous concevons fort bien, par exemple, que le PC portugais et les organisations du mouvement ouvrier portugais, privés de tout moyen d'expression public au lendemain de la chute de la dictature, s'emparent d'imprimeries, de locaux, de moyens de se doter d'organes d'information. Que ces biens doivent être pris à quelqu'un quand on se réclame par ailleurs du droit à l'information pour tous, y compris les réactionnaires, pose évidemment problème qui ne peut être résolu par des généralités spéculatives. De la même façon, dans une période d'intense activité politique des masses, la nécessité de libérer, de refondre le système d'information et celle de permettre à tous les courants de s'exprimer, y compris ceux qui s'opposent au mouvement de masse, défendent leur situation ancienne de monopole ou leurs privilèges dans le domaine de l'information, posent des problèmes que seule la pratique tranchera.

Mais il reste que, sur le terrain de l'information, de la lutte pour la libération et la refonte du système d'information, des percées importantes se sont effectuées dans la dernière période : développement d'une presse non soumise aux empires du papier imprimé, à commencer par la presse révolutionnaire, radios pirates, etc. Toutes ces tentatives, ces recherches, posent le problème d'un autre rapport de forces entre les organes d'information et leur « public ». Le cocorico-couac du PCF à TF 1 ne s'inscrit pas précisément dans ces directions de recherche.



Gicquel la grimace et ses visiteurs indésirables

Spaggiari en Espagne ?

Spaggiari en Espagne ? Il semble, selon le quotidien *Diario 16*, que le fasciste français, qui s'est rendu célèbre pour le casse de Nice, ait manqué de se faire arrêter, lors d'une opération menée par la police espagnole contre plusieurs dirigeants de l'*Internationale noire*. Le 13 juillet dernier, furent arrêtés dans une villa de Alhaurin-el-Grande, à seize kilomètres de Fuengirola, cinq militant(es) et dirigeants fascistes : Bruno Stefano, accusé avec Nardi du meurtre du commissaire Calabresi, en Italie, Elio Massagrande, compromis dans les attentats de la fin janvier à Madrid (assassinat des avocats du PCE) et dans la découverte dans la même ville d'une fabrique d'armes clandestine des guérilleros du Christ-Roi.

Avec lui, fut arrêtée sa femme, Alexandra Crocco, activiste fasciste italienne notoire et une Hollandaise, compagne de Stefano. La cinquième personne arrêtée n'est pas une inconnue puis-

qu'il s'agit d'une française, Annie Otal. Elle avait été arrêtée au moment de la découverte de la fabrique d'armes puis relâchée. A cette occasion, les policiers madrilènes avaient découvert trois lingots d'or qui provenaient du casse de Nice. Or, Annie Otal, infirmière, était une compagne de travail de la femme de Spaggiari. Annie Otal, selon Interpol, aurait été vue à plusieurs reprises en compagnie de Spaggiari, y compris en France, à Clermont-Ferrand.

La police française n'aurait pu (?) alors les intercepter... C'est sur la base des informations d'Interpol que la police espagnole aurait suivi la trace de Otal-Spaggiari. Mais une « fuite » prématurée aurait permis au « cerveau » du casse de Nice de s'en sortir. Au moment de son arrestation, Annie Otal aurait été trouvée en possession d'un faux passeport, de trente millions d'anciens francs et de la même somme en pesetas entrés clandestinement en Espagne.

Libération et les milliards réclamés par Médecin

Les « nouveaux » témoins de moralité de Médecin

On s'attendait à ce que les ennuis qui nous opposent à Jacques Médecin provoquent ce prurit moraliste si caractéristique des âmes bien trempées. Le maire de Nice, avec la constance qu'on lui connaît sur ce terrain, avait lui-même donné le « la » en dénonçant ces journalistes aveuglés par la haine et attachés à le détruire en

tordant, si nécessaire, les faits.

« Libération », dans un article, paru hier, sous la plume de Gilles Millet, vient de montrer qu'il était touché par la même grâce et qu'il avait, au besoin, de la morale à revendre

Gilles Millet, dont l'article porte l'élégant sous-titre : « les limites du journalisme policier », écrit en effet : « Si en réclamant trois milliards six cent millions, Jacques Médecin et ses amis commettent une agression délibérée et revendiquée contre la presse de gauche, et en fin de compte contre la liberté de la presse, il n'en demeure pas moins vrai que sur le principe, il a raison et que sa plainte pose le problème des méthodes d'investigation du journalisme spécialisé dans les révélations. »

Les beaux principes

Ah, pardi ! Jacques Médecin commet « une agression délibérée et revendiquée contre la presse de gauche » et contre « liberté de la presse », mais qu'importe, Gilles Millet qui a des principes et tient à le faire connaître estime que Jacques Médecin a raison moralement. Et politiquement ? La suite n'est pas mal non plus. Haussant le niveau de sa réflexion, Gilles Millet, argumente au niveau du « principe », ce qui donne ceci : « En effet, que veut-on prouver en montrant qu'Urbain Giaume est sur la même photo que Jacques Médecin ? Que Jacques Médecin est un trafiquant de drogue ? Qu'il a de mauvaises

fréquentations ? Ce soudain appel à la morale est effrayant. Médecin peut bien fréquenter qui il veut, même les criminels, là n'est pas notre problème, nous qui revendiquons le fait de fréquenter les marginaux de tout poil, y compris ceux que l'on appelle des « criminels » ou des « délinquants », sans être pour autant des « criminels » ou des « délinquants ». Par ailleurs, et il s'agit de simple honnêteté journalistique, Médecin pouvait parfaitement figurer sur la même photo qu'Urbain Giaume, sans pour autant le connaître ou connaître ses activités. »

Exemple : pour avoir écrit, lors de l'affaire Spaggiari, qu'un conseiller municipal de Nice avait été entendu par la police, Libération sera peut-être condamné. Mais n'est-ce pas le droit de tous, y compris d'un conseiller municipal, de fréquenter ces autres « marginaux » qu'étaient les auteurs du casse de Nice ?

Délinquance et pouvoir

L'une des notables originalités de la V^e République est d'avoir employé, sur une grande échelle, « délinquants » et « criminels » pour accomplir ses basses œuvres : as-

sassinats de militants, attaques de piquets de grève, violences en tout genre contre le mouvement ouvrier ; tout au long de son histoire, elle a entretenu les meilleures relations avec divers « caïds », recruteurs d'hommes de main et parfois financiers occultes.

Si la bourgeoisie désigne d'une même étiquette l'ensemble des hommes qu'elle qualifie de « délinquants » ou de « criminels », il n'en demeure pas moins que cet ensemble est hétérogène, composé d'individus qui, un jour, seront au côté de la libération sociale et d'autres de l'oppression sociale. Que certains, en s'intéressant aux « délinquants » amalgamant pêle mèle voleur à la tire, cambrioleur ou gros bonnet de la drogue relève de la même confusion. Confusion que ne commet pas la bourgeoisie qui sait mesurer et utiliser le conservatisme social d'un certain « milieu » dont les affaires ne prospèrent qu'à l'ombre de son système.

Dangereuse glissade

Voilà ce qu'oublie allégrement Libération qui, logique dans ses « principes », amorce une autocritique sur les méthodes de « d'amalga-

mes » et de « manipulation » qu'il a lui-même employées dans le passé.

Doit-on comprendre que si demain, Libération obtenait la photo d'un haut personnage du régime en compagnie d'un truand, il n'en tirerait aucune conclusion politique ? Et s'abstiendrait de publier la photo, pour ne pas amalgamer ni manipuler ?

L'impasse est grossière. Car si amalgame et manipulation il y a, c'est avant tout le pouvoir qui les pratique, retenant l'information, la dissimulant, ou pratiquant ces vigoureuses campagnes idéologiques dont elle a le secret et les moyens. Que des journalistes de dénonciation — et non pas des policiers, Gilles Millet ! — en soient parfois victimes, c'est dans la logique des choses. Qu'il faille tout faire pour l'éviter et ne pas se laisser aller à « bidonner » l'information pour mieux la faire cadrer avec ce qu'on pense est également une évidence.

Mais que les « nouveaux » principes de Libération lui interdisent dorénavant de voir la signification politique des contacts entretenus par le pouvoir et le milieu, voilà qui est une dangereuse glissade. Où s'arrêtera-t-elle ?

Georges Marion

On vous dit tout, on vous cache rien

Le PS cherche une formule « d'attente » sur l'arme nucléaire

Le comité directeur du Parti socialiste, qui se réunit demain, va notamment se fixer pour tâche de définir une formule « d'attente » convenable pour ses partenaires, au sujet de la force de frappe. Les socialistes, on le sait, sont divisés sur la question et ne trancheront le débat que lors d'une convention nationale qui se tiendra à l'automne.

D'ici là, il faut, au moins, faire subsister la ligne définie en 1972 pour la rédaction de la première version du Programme commun, c'est-à-dire la renonciation à la force de frappe stratégique, mais pas la destruction des stocks.

Le PC constate une réduction massive du pouvoir d'achat

Le bureau politique du Parti communiste vient de tirer un bilan de neuf mois d'application du plan Barre. Dans un communiqué publié par « l'Humanité » de vendredi matin, il constate qu'en dehors de la réduction massive du pouvoir d'achat des travailleurs (qu'il chiffre à 2,4 %), le plan Barre n'a atteint aucun de ses objectifs.

Par contre, il souligne que, malgré la situation économique, Peugeot-Citroën, Pechiney-Ugine-Kuhlmann et Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ont considérablement accru leurs bénéfices.

Faisant également état des prévisions pessimistes de l'OCDE sur la situation économique française dans les mois à venir, le bureau politique du Parti communiste considère que, contrairement au « battage publicitaire des médias en faveur du gouvernement », les réalités de la vie quotidiennes s'aggravent : difficultés de fins de mois, privations et travail supplémentaires pour pouvoir partir en vacances, impossibilité pour une moitié des Français de s'y rendre.

Le « Monsieur X » d'Usinor

Un député giscardien de la Moselle, Peretti, vient de déposer une plainte contre X à propos de l'utilisation des prêts accordés par l'Etat au groupe Usinor. Celui-ci s'indigne vertueusement, le député, devait construire, avec l'argent des contribuables, une nouvelle aciérie dans son usine de Thionville. Or, que se passe-t-il ? Usinor ferme un grand nombre d'installations, projette de licencier 3000 travailleurs et n'envisage pas de construire quoi que ce soit. Gageons que la justice aura vite fait de découvrir M. X qui détourne ainsi les fonds publics. Quant au député giscardien, à défaut d'obtenir un coupable, il aura au moins fait parler delui dans la presse locale...

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans le n° du CCP du comité anticraciste de Sisteron-Château-Arnoux, que nous vous avons communiqué.

Pour toute solidarité financière, les dons sont donc à envoyer à : Union interprofessionnelle CFDT, Sisteron, CCP, 60540 N Marseille, en mentionnant « solidarité Château-Arnoux ».

La Gazette de Malville



REPONSE DU COMITE MALVILLE A BRICE LALONDE

(...) Large rassemblement d'individus décidés à lutter contre la construction de Super-Phénix en toute indépendance à l'égard des organisations politiques et syndicales, quoique conscients de la nécessité de leur appui, le Comité Malville de Grenoble se félicite de la diversité d'opinions qui trouvent à s'y exprimer librement, sans la moindre exclusive.

« Il s'étonne qu'un représentant du mouvement écologique, contesté parce que contestable dans ses méthodes si ce n'est dans ses opinions, s'autorise à prêter sa voix à des rumeurs alarmistes par ailleurs savamment orchestrées et amplifiées, (...) et favorise une division toujours possible du mouvement. (...) »

« Nous ne nions pas les difficultés présentes, inévitables, et les contradictions très naturellement apparues à la faveur du débats non clos : l'exercice de la démocratie a ses exigences dont nous ne croyons pas devoir rougir. »

« Mais nous nous indignons de l'ignorance dont tu fais preuve quant au travail fourni et aux décisions prises au cours des multiples réunions de coordination nécessaire à la préparation des journées des 30 et 31 juillet prochain. Décisions régulièrement publiées dans Super Pholix, journal des comités Malville. »

« De ta part, la moindre des choses aurait été de prendre contact avec la coordination des comités Malville avant de t'autoriser à la publication de propos aussi déplacés que malveillants et en contra-

diction avec la pensée et l'action des Amis de la Terre de Grenoble particulièrement présents et actifs au sein du comité. (...) »

« Le comité, au cours de sa réunion du mardi 12 juillet, a décidé à l'unanimité de proposer au vote à la prochaine coordination une définition de la journée du 31 selon les trois termes suivants :

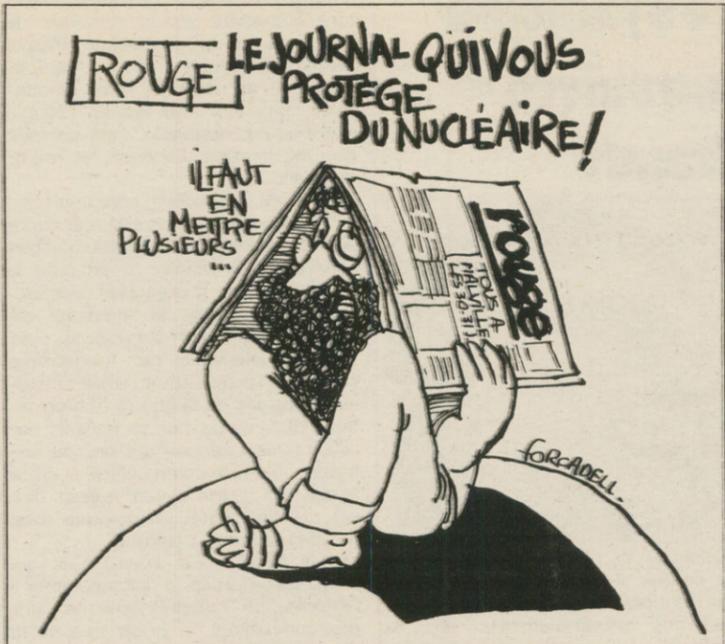
- marches pacifiques en direction du site ;
- refus d'une attitude militaire offensive ;
- mise en place de services de protection contre les charges policières éventuelles.

A ce propos, il nous paraît profondément inadmissible que tu passes sous silence l'essentiel de la réalité, à savoir que la violence réside dans la mise en chantier de Super Phénix, la démocratie bafoyée, la présence massive des forces de l'ordre sur le terrain, et non dans le comportement d'hypothétiques provocateurs. Manifestement, si ce n'est délibérément, tu te trompes de cible.

Nous considérons enfin comme un chantage scandaleux de ta part le seul fait de poser des conditions à ta participation à trois semaines du rassemblement.

Suite à ta démarche, tout contestable et tardive qu'elle soit, nous t'invitions à prendre contact dès maintenant avec le comité Malville de Grenoble et de t'abonner à Super Pholix. »

Comité Malville Grenoble



COMMUNIQUE

« Discrètement, car à l'heure du tourisme, la Bretagne doit être silencieuse et sans problèmes, la répression frappe : un jeune Concarnois, Mikael Salomon, a été arrêté, soupçonné d'avoir participé aux attentats contre l'implantation des centrales nucléaires en Bretagne. Une fois de plus, un militant breton est interrogé sans explications, dans le secret, discrédité auprès de son entourage. »

« (...) Contre la répression et les arrestations arbitraires, nous demandons la liberté pour Mikael Salomon. »

« (...) Partisans d'une remise en cause de la croissance capitaliste, nous estimons que seule la mobilisation populaire, et non les attentats, permettra de faire échec au programme électronucléaire gouvernemental. C'est pourquoi nous appelons les travailleuses et les travailleurs de Brest et du Léon en particulier à participer nombreux au rassemblement de Malville des 30 et 31 juillet contre le projet Super-Phénix, symbole de la politique énergétique du gouvernement. »

Les sections LCR, PSU et OCT de Brest

VUE EN

AVANT la réparation

APRÈS la réparation

ENLUTTE

Les ouvriers ne font plus crédit

Devant l'intransigeance de la direction qui a envoyé une circulaire dans les centres informatiques du Crédit lyonnais menaçant « de sanctions le personnel gréviste » et confirmant son refus de négocier avec les syndicats, c'est près de 80 % des services informatiques qui sont en grève : trois nouveaux centres ont en effet rejoint le mouvement (Rilleux-le-Pape, Bayeux et Valence).

Gervais-Danone l'occupation continue

L'objectif : « Tenir le plus longtemps possible ». Pour cela les actions de popularisation sont développées : la CGT a fait visiter l'usine à des délégations d'autres boîtes, la CFDT a envoyé un communiqué de soutien, le secrétaire fédéral du PCF a fait un discours affirmant sa solidarité. L'occupation permanente prend des allures de fête : des haut-parleurs diffusent de la musique dans la cour. Leur meilleur arme pour éviter l'évacuation, c'est donc bien la solidarité qui se développe !

Condamné, Furnon s'enforce

Le tribunal de Nîmes a rendu un nouveau jugement. Furnon est condamné en appel : il lui a été ordonné la réintégration de toutes les ouvrières CGT à leur poste de travail (et non pas à l'atelier annexe). Il doit verser 3 000 F à chacune d'entre elles (contre 700 F au précédent procès). Hier à 8 h, Furnon leur refusait l'entrée de l'usine. Lundi matin, les ouvrières seront de nouveau au rendez-vous pour imposer leurs droits.

Les nerfs à la Société économique rennaise

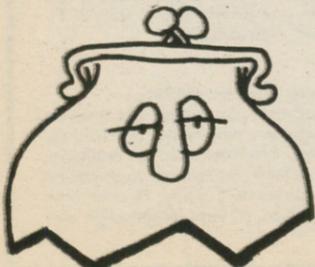
Le 19 juillet, les travailleurs de la SER commencent une grève de 48 heures. Dans la nuit de mercredi à jeudi, un commando d'une quinzaine de nerfs attaquent le piquet de grève et blessaient trois ouvriers. Le travail a repris, hier matin après qu'une plainte ait été déposée.

Communiqué des sections CGT et CFDT de l'agence ANPE du Val-de-Marne

« Suite à la visite de M. Beullac, ministre du Travail, à l'ANPE de Choisy-le-Roi, nous nous indignons contre ce type de visite volontairement clandestine et soigneusement orchestrée (présence de « l'Aurore », du « Figaro », du « Nouveau Journal » et de « La Croix »). En choisissant un jour calme pendant les congés annuels, M. Beullac veut démontrer que le service public se porte bien.

« Nous regrettons que le ministre ait refusé d'accorder une audience à nos organisations syndicales, préférant prêter une oreille complaisante aux propos racistes d'une employée de cette agence. Ces déclarations irresponsables peuvent être exploitées : l'attitude d'un journaliste présent particulièrement partial et insolent envers les demandeurs d'emploi et le personnel motive nos inquiétudes.

« Nous avons néanmoins réussi à imposer l'exposé de nos revendications (ainsi qu'une vision réelle de la situation de l'emploi), en particulier : garantie statutaire pour le personnel, des effectifs, des locaux, indispensables pour assurer un véritable service public. »



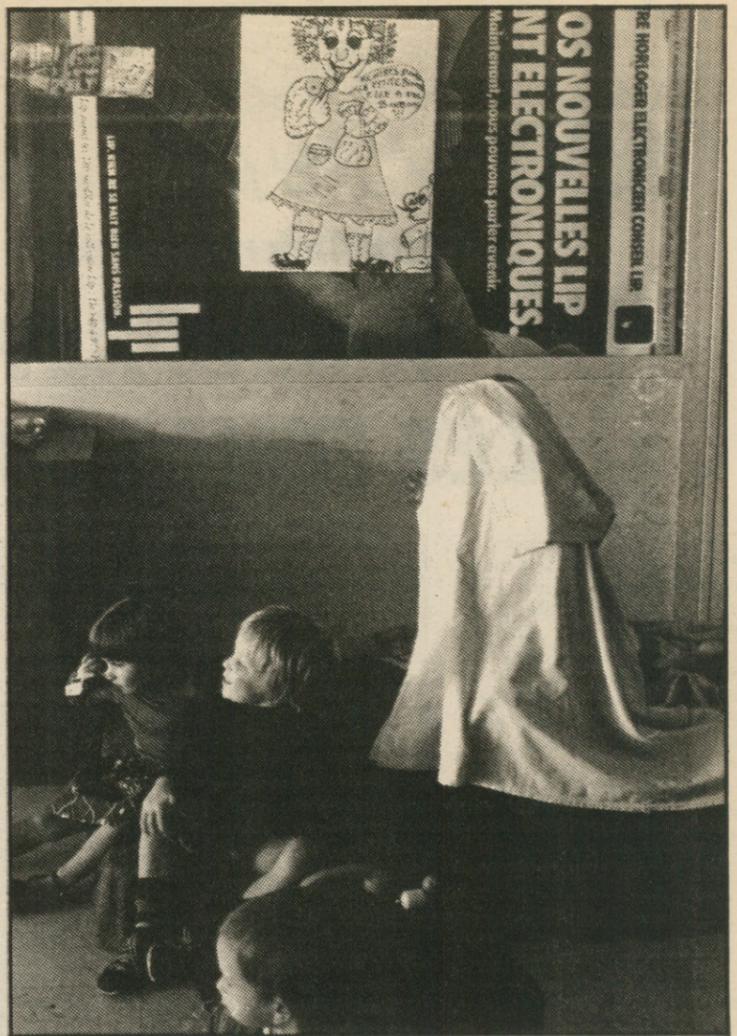
«On attend de pied ferme» ou l'autodéfense à Palente

De notre correspondant.

On s'attend toujours à Palente à une intervention de la police d'un jour à l'autre. Un appel pressant aux partis et aux syndicats a immédiatement été lancé pour défendre Lip, « le plus possible en front commun », selon l'expression de Charles Piaget. On attend aussi le plus possible de militants syndicaux et politiques. Une liste de numéros de téléphone permet de contacter les partis de gauche à tout moment, ainsi que des entreprises dont les travailleurs pourraient venir en renfort. Un appel a également été adressé à tous les Lip au pointage et à ceux qui sont en vacances. Des pièces d'horlogerie et un certain nombre de machines ont été mises à l'abri de façon à

poursuivre la production en cas d'évacuation. Des bidons d'huile, prêts à être déversés, ont été stockés dans chaque atelier de façon à gêner l'entrée des flics et l'évacuation des machines sans détériorer celles-ci. Enfin, un peu partout, on constitue des barrages aux principaux accès de l'usine. Des broches d'acier sont plantées dans le sol, cimentées, on installe des barricades de rochers et des barrages de pneus incendiables au besoin, etc. Mais au niveau des moyens de défense, on en imagine encore bien d'autres ainsi que les moyens de les perfectionner.

Les nombreux télégrammes de soutien continuent d'arriver et tout le monde à Palente est bien déterminé à rester vigilant.



La crèche des Lip.

Pierre Pertuse/Rouge

Le Conseil d'Etat rend son arrêté sur la cotisation à l'ordre des médecins

« A LA CAISSE »

Le Conseil d'Etat vient de rendre son arrêt à propos de la cotisation à l'ordre des Médecins. On pouvait s'y attendre : pour le Conseil d'Etat, la fixation du montant de la cotisation par l'ordre est « légale », et l'utilisation des fonds est « non entachée d'erreurs matérielles, d'erreurs de droit ou de détournement de pouvoir ».

Cette décision fait suite à la campagne lancée à l'initiative du GIS (Groupe information-santé), puis relayée par d'autres organisations de médecins comme le Mouvement action-santé, le Syndicat de la médecine générale et des associations régionales.

On se rappelle que l'ordre des Médecins, après avoir tenté de briser cette opposition en radiant les récalcitrants (ce qui revient à leur interdire d'exercer), s'était résolu à les poursuivre devant des juridictions civiles pour recouvrer les cotisations. L'attitude des tribunaux avait alors été différente selon les cas, certains se déclarant compétents pur juger, sous réserve que le Conseil d'Etat approuve le montant de la cotisation, d'autres s'étaient déclarés incompétents.

« Ordre des médecins, ordre de Pétain », dit un air maintenant bien connu et qui n'est pas faux, s'il ne laisse pas croire que cet ordre n'est qu'une séquelle « anachronique » du régime de Vichy, du temps où les médecins juifs n'avaient pas le droit d'exercer...

L'ordre a été créé pour « veiller

au maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine ». Mais la réalité est un peu différente. De fait, l'ordre se comporte comme une administration de type ministériel s'occupant de la réglementation de la médecine capitaliste à dominante libérale.

Aujourd'hui, cette médecine libérale, cet ordre, cette image d'une médecine « neutre » (comme l'armée !) sont en crise. Le code de déontologie énonce lui-même ses contradictions : article II : « La médecine ne doit pas être pratiquée comme un commerce. » Article XVI : « Le détournement ou la tentative de détournement de la clientèle est interdit. » Clientèle ? Oh ! le vilain mot pour une pratique « non commerciale ».

Le code présente ouvertement le corps des médecins comme une caste dont la cohésion doit être assurée coûte que coûte : article LV : « Les médecins se doivent une assistance morale. Un médecin qui a un dissentiment avec un confrère doit chercher la conciliation... Il est interdit de calomnier un confrère, de médire de lui ou de se faire l'écho de propos capables de lui nuire dans l'exercice de sa profession. »

Derrière toutes ces « valeurs », il y a la défense de l'exclusivité de la médecine libérale, seule garantie de « l'indépendance » du médecin. Or, cette « indépendance » est de plus en plus ouvertement bafouée. De quoi a l'air le médecin libéral dont un médecin de la Sécurité sociale conteste l'arrêt de travail, quand ce n'est pas un médecin travaillant directement pour le compte d'un patron ? De plus, le médecin libéral voit son prestige remis en cause par le mouvement de démedicalisation qui se développe.

Certains secteurs du patronat ne seraient pas fâchés de voir disparaître l'ordre dont l'attachement à la défense de la médecine libérale, empêche toute transformation nouvelle. Le PS, lui, va un peu dans le même sens, prônant la mise en place d'une autre administration de la médecine, peut-être moins exclusivement libérale, mais où l'exclusivité de la relation individuelle médecin-malade serait, pour l'essentiel, préservée.

D'autres secteurs pensent que l'ordre peut être à la fois un organisme ayant des attributions de type ministériel, réglementant plusieurs formes d'exercice de la médecine, tout en continuant d'être le garant des valeurs « éternelles ». C'est en ce sens que s'orientent les partis de la majorité : conserver le sigle *Ordre des médecins*, mais parallèlement, modifier son exercice, afin de faire comprendre doucement aux médecins la nécessité d'une rationalisation de la médecine et donc d'une relativisation de la médecine libérale.

Tous ces projets n'ont rien à voir avec ce que l'on pourrait souhaiter en matière de santé : un service national de santé, ne s'occupant pas seulement de soins, mais aussi d'éducation sanitaire et de prévention en collaboration avec la population. D'autre part, nous devons demander la disparition de toute notion de corps médical et de toute notion de déontologie et le contrôle de la population sur le budget de ce service de santé. C'est la seule façon pour que, avec l'aide des médecins et de la technique médicale, les travailleurs puissent progressivement et de façon collective se réapproprier leur corps et non pas le confier de façon aveugle et soumise à des spécialistes tout-puissants.

Ben Diaf menacé d'expulsion

La direction incite à la grève contre un immigré

Mardi 12 juillet, Ben Diaf, immigré tunisien au chômage, comparait devant le tribunal correctionnel de Grenoble. Il était accusé de dégradation de mobilier à l'ANPE et de coups portés à un membre du personnel, lors d'incidents déclenchés par des annonces d'offres d'emploi à caractère raciste (cf. « Rouge » du 10/7/1977). Il a été condamné à quatre mois de prison avec sursis et 201 F d'amende.

De notre correspondant.

Cependant, à l'annonce du verdict, la direction de l'ANPE d'Echirolles avec le soutien du personnel fermait l'agence annonçant « qu'ils ne se sentaient pas en sécurité et qu'ils ne rouvriraient l'agence que lorsque leur sécurité serait assurée ». L'agence de Grenoble fermait le lendemain après un vote de 12 voix contre 11, par solidarité avec ceux d'Echirolles. Le 18 juillet, le comité de soutien à Ben Diaf organisait un rassemblement devant l'agence de Grenoble avec panneaux, tracts, pour mener une

campagne en direction du personnel de l'ANPE. A la suite de discussions, les chômeurs, nombreux, occupaient le hall de l'agence. Voyant ceci, les onze membres du personnel qui avaient voté contre la fermeture ont décidé de reprendre le travail malgré l'opposition de certains collègues et de la direction.

Une erreur de cible

Si pénible que soient les conditions de travail du personnel ANPE, contraint de faire tampon entre la politique de chômage du pouvoir, le racisme des employeurs et la légitime

colère des chômeurs, d'autre part, les objectifs de la grève de ceux d'Echirolles sont scandaleux. Quels qu'aient pu être les torts de Ben Diaf à leurs égards, il est inadmissible que certains employés entendent se faire justice, profitant de sa situation d'étranger, et exercent une pression pour le faire expulser par ce même gouvernement qui l'a contraint au chômage et au désespoir (et il faut avoir vu le foyer où vivait Ben Diaf pour comprendre ce que désespoir veut dire).

Le comité organise d'autre part mardi 26 juillet, entre 18 h et 22 h, un rassemblement, place Saint-André à Grenoble :

- contre les menaces d'expulsion contre Ben Diaf ;
- contre les annonces racistes dans les ANPE ;
- pour la réouverture de l'agence ANPE d'Echirolles.



Sergent Anderson, ce soir à 21H30 sur TF1

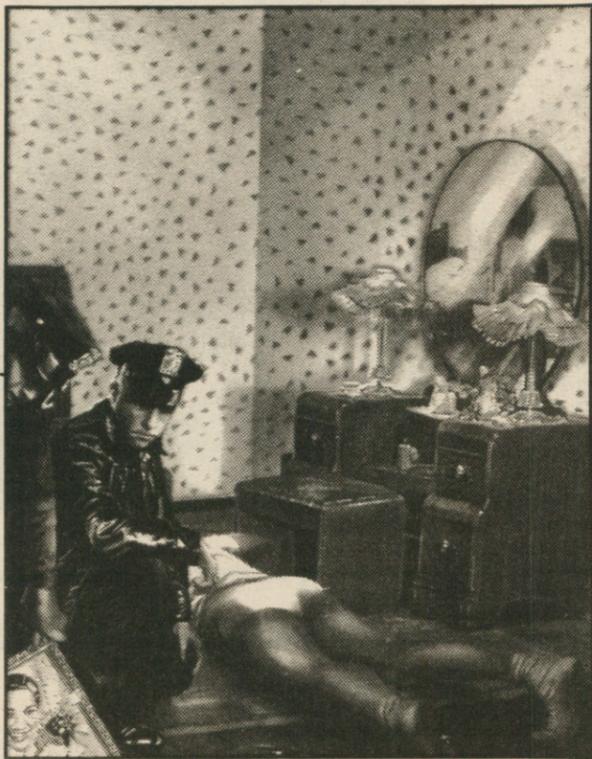
A QUOI REVENT LES FEMMES-FLICS ?

On dit : les feuilletons américains sont bêtes. Erreur. Les Américains ont une conception hautement éducative des médias. Je me souviens avoir vu il y a quelques années aux Etats-Unis des revues pornographiques destinées — tout à fait officiellement — à lutter contre le racisme : on y voyait — suprême transgression — des Blancs partouzer en compagnie de Noirs. J'y repensais en regardant l'autre soir à la télé *Sergent Anderson*, une série bâtie sur une idée à peu près aussi raffinée.

Il s'agit d'un « policier » où le héros n'est pas un mec genre Steve Mac Queen, mais une jolie blonde incarnée par Angie Dickinson (l'aventurière à qui John Wayne faisait les yeux doux dans *Rio Bravo* de Howard Hawks). Une femme s'emparant d'un rôle jusqu'ici réservé aux super-mâles : de quoi satisfaire les féministes les plus endurcies ! Eh bien, elles sont jamais contentes : il paraît que les féministes américaines se sont fâchées.

Le scénariste n'a pourtant pas ménagé ses efforts. Car les acolytes-flics de notre héroïne sont autant d'échantillons de ces « minorités » qui ne veulent pas s'intégrer à « l'américan way of life » : un Noir, un jeune chevelu...

Bien propres, notez-rien, et tout à fait comme il faut, ces échantillons. Si le jeune chevelu porte une salopette, ne doutez pas qu'elle vient de chez le meilleur tailleur. Et bien pensante avec ça. Dans



Bye bye baby, bye bye de Guy Peillaert chez Albin Michel

l'épisode que j'ai vu, Pepper Anderson (c'est notre femme-flic) sermonne il faut voir comment et avec quel « maternalisme » un couple d'alcooliques coupables... d'avoir fait du tapage. Si l'une de ses consœurs lui confie à peu de choses près (à propos des ravisseurs d'enfants) : « J'ai envie d'acheter un fusil et de tirer dans le tas ». Le genre de conseil qui ne se perd jamais du côté de la majorité silencieuse...

Voilà donc Pepper Anderson en lutte contre le crime. Cependant, à l'heure du combat, elle n'oublie pas de trembler pour le flic qu'elle aime. Le combat terminé, elle penchera, tendrement, sa tête sur son épaule. L'écart que l'on constate entre l'impassibilité du policier-standard et sa version féminine est fabriqué pour nous rassurer. Dans ce monde en folie, où même le monopole du rôle de flic finit par échapper à l'homme. la

délicate émotivité de la femme demeure, contre vent et marée. Comme quoi les choses ne changent pas tant que cela. Le spectateur peut souffler.

Rarement des images venues d'outre-Atlantique auront été aussi puritaines. Jusqu'à la mise en scène, réglée au quart de poil, sans invention et sans bavure, qui participe de ce climat d'aseptie. Le crime n'a pas, dans *Sergent Anderson*, les excuses qui sont généralement admises dans le « thriller » : la pauvreté, le destin, la poisse.

Le crime est ici lié à ce qui est désigné comme la « saleté » : la drogue, l'alcool, la sexualité. Même les victimes sont avant tout victimes de leurs mauvais instincts. Du côté des purs, on tente de se persuader que les femmes, les Noirs, les jeunes, rejoindront le camp de l'ordre, de la bienséance et de la propreté. Voilà la raison d'être de ces caricatures de flics que nous voyons sur l'écran.

Tentative de récupération dérisoire, qu'il ne faut absolument pas sous-estimer ; un sourire de façade, à la Carter, certes incapable de résister à des explosions telles que celles qui ont secoué la grande nuit du 13 juillet à New York tandis que l'Amérique blanche et pure s'enfonçait dans les ténèbres. Mais cette nuit-là, tous les téléviseurs étaient éteints.

Richter

Le petit ail et le gros camion

Marseille, de notre correspondant.

Ils sont là, encore cette année même si ils ont déménagé du cours Julien à la place aux Huiles, juste sur le Vieux Port. « Ils », ce sont les marchands d'ail qui chaque année viennent à Marseille pour y tenir pendant un mois, le mois de juillet, la traditionnelle foire à l'ail. Petits producteurs de toutes les régions de la Provence, ils installent d'énormes tas d'ail, accrochent sous les toiles multicolores, qui les protègent, de longues tresses de fruits blancs ou violets. Chacun soigne son image de marque dans la présentation, sur les écriteaux qui vantent les vertus magnifiques et miraculeuses de cet ail ventru et odorant ; longue vie à qui s'en régale, bonne santé à qui en consomme régulièrement. Et chacun et chacune des vendeurs(ses) peut longuement vous parler des multiples usages que l'on peut en faire et des qualités différentes de tous ces ails qui se ressemblent tous mais qui sont différents, du petit blanc au gros moulinin que l'on peut conserver toute une année sans qu'il se gâte.

Hélas, même si les marchands se mettent un peu au goût du jour : « Mon ail, il est naturel sans insecticide, sans engrais : rien qu'avec de l'eau », l'ail biologique en somme, ils connaissent toutes sortes de difficultés. Depuis l'an dernier, quatre ne sont plus revenus, petits exploitants, petits commerçants, ils connaissent les mêmes problèmes que les petits agriculteurs. Ils font de l'ail, du blé, ils s'emploient aussi pour faire des récoltes ou les vendanges et d'année en année, leur

nombre va diminuant.

On peut parler de « crise » de l'ail, surtout que la concurrence de l'ail espagnol et même de l'égyptien est bien réelle. Le prix de revient de ces marchandises est inférieur à celui de nos marchands, qu'à longueur de journée les touristes photographient. Mais la Foire à l'ail n'est pas uniquement un spectacle pour les touristes, c'est même le contraire, car très nombreux sont les Marseillais qui vont faire leur provision pour l'année. Alors et si la demande dépassait l'offre, si les prix de revient de ces petits vendeurs étaient trop hauts face à la concurrence internationale de l'ail, si les difficultés de production et le prix ne leur permettaient pas de fournir tout le marché de Marseille, verrait-on disparaître peu à peu ces petits producteurs-vendeurs ?

Pour le moment, les étals demeurent très bien approvisionnés tout au long du mois. Mais tôt le matin et quelques jours par semaine, sur le coup des sept heures, un grand camion semi-remorque arrive, deux ou trois travailleurs immigrés, à l'aide de clarks, déchargent la cargaison... ce sont des ails, des tonnes d'ails. D'où viennent-ils, et à qui servent-ils puisque tous les marchands vendent leur petite production ? Le mystère s'épaissit. Servirait-il tout cet ail à fournir les marchands en panne...

Quoi qu'il en soit, il faut quand même se dépêcher d'aller à la Foire aux ails, place aux Huiles, avant qu'elle ne ferme : faire sa provision pour l'année, la marchandise y est très belle et l'ail est vraiment bon. Même si le camion mystérieux continue sa ronde matinale.

VISION - TELEVISION - TELEVISION - TELEVISION - TELEVISION - TELEVISION - TELEVISION

TF 1

- 13.00 Journal
- 13.35 Le monde de l'accordéon
- 13.50 La France défigurée
- 14.10 Restez donc avec nous
- 16.15 Tour de France
- 18.40 Magazine auto-moto
- 19.10 Dessin animé
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Tour de France
- 20.00 Journal
- 20.30 Le temps des chansons
- 21.30 Sergent Anderson (série)
- 22.05 Coupe Davis
- 22.40 Journal

A 2

- 14.40 Sports été. Tour Davis et Coupe de France
- 17.10 Des animaux et des hommes
- 18.05 La télévision en super 8
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les détours de France
- 20.00 Journal
- 20.30 Métro Luxembourg
Film TV belge. Une jeune étudiante entreprend d'éduquer un illettré. C'est gentil, mais on se demande bien pourquoi.
- 22.05 Question sans visage
Quelqu'un interroge quelqu'un qui répond quelque chose. Et vous, où êtes-vous ?
- 23.05 Juke box
Le groupe anglais *Rough Diamond* où s'agitent d'ex-*Huriah Heep* et d'ex-*Humble Pie*. C'est du ronflant.
- 23.35 Journal

FR 3

- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash d'actualités
- 20.00 Les animaux chez eux

- 20.30 Le cirque de Moscou
- 21.30 Histoire de hyène
Paraît que les hyènes sont des bestiaux vachement chouettes. Une spécialiste sage comme un vieux hibou nous l'explique.
- 22.30 Journal

Dimanche

TF 1

- 9.15 - 12.00 Emissions religieuses
- 12.00 La séquence du spectateur
- 12.30 La bonne conduite
Avec Roger Pierre qui, en effet, na rien d'un garnement.
- 13.00 Journal
- 13.35 L'Homme qui n'en savait rien
Ne pas confondre avec le journaliste de l'émission précédente.
- 14.10 Au pays de l'arc-en-ciel (série américaine)
- 14.35 Tour de France (arrivée)
Raymond Barre attend le vainqueur caché dans un bouquet de violettes. Un conseiller technique est là pour le lui désigner. Raymond Barre va se râcler la gorge et lui souhaiter de faire mieux la prochaine fois. Et notez bien la petite phrase de rigueur : « S'il y a encore un Tour de France... »
- 17.15 Pierrot le chanson
- 17.45 Guerre et Paix (feuilleton)
- 19.15 Les animaux du monde
- 19.45 Journal
- 20.30 La Traversée de Paris
Film de Claude Autant-Lara (1956)
Un chauffeur de taxi fait du marché noir à Paris pendant l'Occupation et s'embarque dans de sales histoires... Autant-Lara s'est inspiré d'un nouvelle de Marcel Aymé et a réussi un des rares films réalistes sur cette période.
- 21.50 Questionnaire
Le très distingué et très réac Jean-Louis Servan Scheiber pose à Georges Elgozy qui se définit comme post-libéral (?) des questions qui n'intéressent qu'eux deux.
- 22.40 Journal

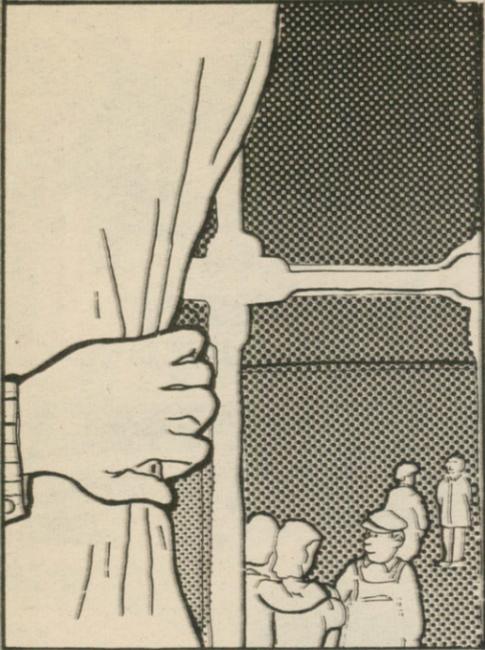
A 2

- 17.10S Accordéon en ballade
- 17.20 Poigne de fer et séduction (série anglaise)
- 17.50 Abracadabra
Un nouveau magazine de l'étrange.
- 18.35 Shazzan (dessin animé poético-tapis volant)
- 19.00 Stade 2
- 20.00 Journal
- 20.30 Jeux sans frontières
Du Guy Lux, bientôt on va nous dire plein de choses sur ses émissions.
- 21.50 La Dynastie des Forsyte (feuilleton)
- 22.40 New York City Ballet
Une compagnie très célèbre.
- 23.10 Journal

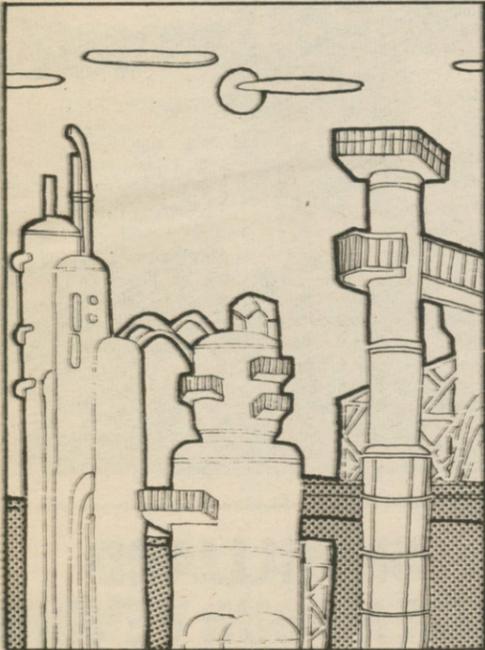
FR 3

- 20.05 Lassie (feuilleton canin)
- 20.30 L'Homme en question
Jacques Laurent le Minuscule. La télé a une passion pour ce type, mauvais écrivain et réactionnaire maniaque. Pour une fois qu'on échappait à Clavel, ils ont trouvé encore plus grotesque.
- 21.30 Simon du désert
Film de Luis Bunuel (1965)
C'est le moment de passer sur FR 3, ce moyen-métrage est un film fabuleux. Simon est retiré au sommet d'une colonne dans le désert et prie. On vient le chercher, Satan le poursuit de ses tentations. Ce film superbe passe par tous les tons sans dissonance grâce à des mouvements d'appareils, une photo (due à Gabriel Figueroa) et des dialogues éblouissants.
- 22.20 Journal
- 22.30 Katia
Film français de Maurice Tourneur (1938)
C'est encore un film historique sur la cour des tsars au temps de Nicolas II. Tourneur y montre un don très sûr de la mise en scène dans les morceaux de bravoure. Décidément, il savait tout faire. Sa redécouverte par FR 3 est une des bonnes actions de l'année. Et pour finir, salut et merci à Oufa de Dijon. (C'était un message personnel.)

LES COUCHES NOUVELLES



RÉSUMÉ : (17)
 LA GAUCHE a pris le Pouvoir... Elle hérite d'une situation économique catastrophique. Face à cela elle veut faire adopter les couches nouvelles aux travailleurs. Au "OUI SERAIN" qu'elle espérait elle reçoit un "NON MASSIF" du Peuple de France... Grèves, occupations... etc... SERAIT-CE LA Révolution ??



La grève générale, la vraie, celle dont la vieille littérature ouvrière aime à parler, est là. Pas celle des journées d'actions, mais celle qui fait danser le cœur des hommes, celle qui met le monde en suspens, celle qui fait tout basculer. Elle est là



avec son gros nez rouge et ses yeux bouffis par un trop long sommeil. Face à ce déferlement le nouveau gouvernement s'effondre. La nouvelle société se dote d'un programme "la Vie"... Le Ricard est



légalisé, les grands inrognes hissés au grades de grands commandeurs de la Nouvelle Vie... Le monde retrouve la raison. La tâche à accomplir reste immense.

En passant par la Bretagne... DU COTE DE GUERRANDE

Saint-Nazaire, vous connaissez ? oui, bien sûr ! Vous pensez immédiatement à de grandes luttes ouvrières. Et La Baule ? Aussi ! Station balnéaire où se retourne toute la bourgeoisie locale. Et à La Baule, vous savez qui est maire ? Mais si, cherchez... Il n'y a pas si longtemps, il a fait un bref passage au gouvernement... Le baron Guichard !

« Il était ministre de... de

quoi déjà ? Mais pourquoi j'en parle ? L'autre jour, avec des copains(ines), on avait décidé d'aller à la mer dans un coin charmant, le port de la Turballe. Pour y arriver, il faut traverser des marais salants. Partout, sur la route, sur les maisons, apparaissent des inscriptions « Guichard, baron du béton », « Non à la rocade », « Le marais veut vivre »... Et puis, nous nous sommes souvenus du grand

projet à Guichard : transformer la presqu'île guérandaise en une région touristique. Une région qui vivrait trois mois par an. Pour attirer les touristes, une infrastructure se met en place (...).

« Les conséquences de ce choix, c'est la mort d'une région, c'est la mort du marais, c'est la mort des ports de pêche. Les marais nourrissent cent familles, mais vendre du sel devient de plus en plus difficile à cause de la concurrence des marais du Midi. La pêche aussi se meurt (...).

« Le désert se crée de toute pièce et le coup de grâce en sera la rocade. Il est prévu qu'elle coupera le marais et empêchera ainsi l'eau de mer d'y venir (...).

« Une région qui va mourir ? Une de plus ? Pas sûr encore. Alors, militants en vacances, si vous passez par Guérande, venez discuter avec les paludiers.

Alain (Nantes)



Le fond phallo de l'assiette

Jean-Pierre de Pontoise a été au Mont-Saint-Michel et là, parmi les souvenirs, il a rencontré comme dans tant d'autres lieux touristiques des assiettes décoratives... Assiettes-souvenirs, elles sont là pour rappeler que la phallocratie n'est pas encore un souvenir. A côté des « Pas de femmes, pas de soucis », ou encore « N'engueulez pas le patron, la patronne s'en charge », l'une d'elles est un véritable fleuron : « La femme : à 20 ans, c'est comme l'Afrique, à moitié inexplorée. A 30 ans, c'est comme l'Inde, chaude, luxuriante, mystérieuse. A 40 ans, c'est comme l'Amérique, techniquement parfaite. A 50 ans, c'est comme l'Europe. A 60 ans, c'est comme la Chine, tout le monde la vante mais personne n'y entre... »

A lire cela on pourrait se demander si ce n'est pas l'œuvre de Bigeard poète.

Evidemment, il y a encore les classiques : « Pour plaider une cause, l'avocat met une robe, la femme l'enlève », et pour terminer sur un brave trait d'humour gaulois : « Le mariage n'est pas la mer à boire, mais la belle-mère à avaler ».

Anti-Outspan

Projection du film « la Dernière Tombe à Dimbaza », tourné clandestinement en Afrique du Sud.

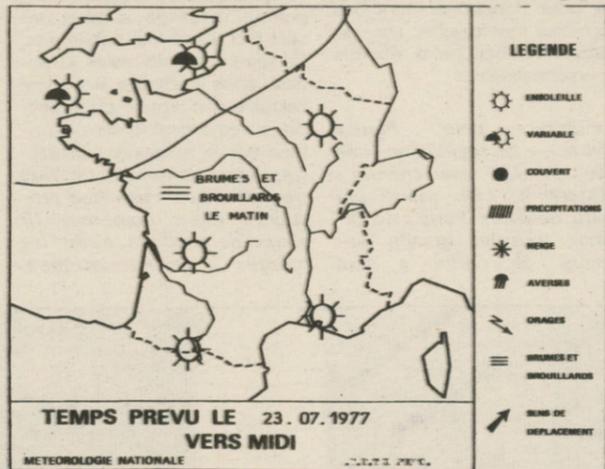
Vendredi 22 juillet aux Sables-d'Olonnes, salle de conférence du centre culturel, rue de Verdun à 21 h.

Samedi, même salle, même ville et même heure.

Dimanche 24 juillet, à La Rochelle, salle Tasdon, rue Emile-Normadin, à 21 h. Même lieu, même heure

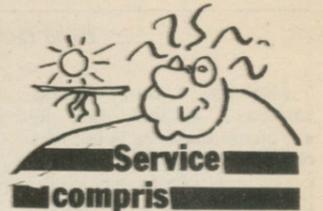
Mardi 26 juillet, ce sera à Arsen-Ré, dans l'île à 20 h 30 salle des fêtes.

Mercredi 26 juillet, toujours dans l'île de Ré, mais à St Martin-de-Ré, salle du foyer rural, à 20 h 30.



LEGENDE

- ☀ ENSOLEILLÉ
- ☁ VARIABLE
- ☂ COUVERT
- ☔ PRÉCIPITATIONS
- * NEIGE
- ☞ AVERGÉS
- ☞ ORAGES
- ☞ BRUMES ET BROUILLARDS
- ➔ SENS DE DÉPLACEMENT



APPEL AUX ROCKERS

Tous les camarades qui comptent se rendre au festival rock de Mont-de-Marsan du début du mois d'août et qui ont quelque place dans leur voiture doivent se faire connaître à la rubrique « Vacances » (poste 254 et 255) : d'autres camarades n'ayant pas le moyen de locomotion cherche à s'y rendre. Alors, pensez à eux...

• Couple d'étudiants cherche deux places en voiture pour le Portugal. Départ dans la première semaine d'août. Partage des frais. Envoyez les réponses au journal qui transmettra.

SOUSCRIPTION N° 46 SOUSCRIPTION N° 46

| | | | |
|--------------------------------|------------|--|----------|
| Ancien total | 560 015,39 | Loudéac | 100,00 |
| Nouvel avoir | 4 280,40 | R. C. Montesquiou | 50,00 |
| Nouveau total | 564 295,40 | B. Y. Villeneuve-Saint-Georges | 100,00 |
| Longue vie à un journal renoué | 50,00 | Pour que Rouge vive, solidarité révolutionnaire, militante OCT | 100,00 |
| Sympathisant Dassault Boulogne | 150,00 | C. V. Calis | 100,00 |
| Sylvie Royan | 1 000,00 | « Sans être forcément d'accord avec le contenu du journal... » | |
| C. et P. Vendôme | 300,00 | Voilà un chèque de cent francs pour contribuer à une tentative de sauvetage, A. V. Saint-Etienne | 100,00 |
| Edouard Rennes | 10,00 | Sympathisante Sécurité sociale, Paris XIX° | 50,00 |
| J.-C. D. Blois | 100,00 | Groupe taupes mutuelle Paris | 250,00 |
| Lecteurs Blois | 14,40 | Pour un Rouge, organe de la section française de la IV° Internationale | 1 000,00 |
| Diffuseurs Sartrouville | 114,00 | | |
| Sympathisants LCR Saclay | 302,00 | | |
| Sympathisants LCR Orsay | 170,00 | | |
| Les sbires de Plouaret | 220,00 | | |

« La majorité sera toujours la majorité », affichent les giscardiens

Huit mois avant son ouverture officielle, la campagne électorale est lancée. Depuis les municipales, elle n'a en fait pas cessé, entretenue par des déclarations politiques diverses. Mais depuis quelques jours, sont apparues sur les murs des milliers d'affiches signées du Parti républicain, portant pour seul slogan, au-dessous de quelques portraits typés — dont celui de Jean-Pierre Soisson, secrétaire

général du parti des giscardiens — un seul slogan : « La majorité aura la majorité. » Lorsque le discours politique de masse, délaissant l'argumentation qui cherche à convaincre, emprunte les voies de la méthode Coué, il est temps de s'interroger sur cette méthode, relativement neuve en France, qui promet monts et merveilles aux candidats en mal de voix : le marketing politique.

QUAND LA POLITIQUE EMPRUNTE SON LANGAGE A LA SAVONNETTE



David Leblé/Rouge

Méthode ou charlatanisme ? A vrai dire, les « professionnels de la communication », comme ils se désignent eux-mêmes, ne savent pas quels sont les résultats tangibles de leurs campagnes. Habités à promotionner des produits de consommation, ils n'ont pas, lorsqu'ils vendent de « l'homme politique », la possibilité de tester leur impact en observant les chiffres de vente. Les résultats électoraux sont le fruit de phénomènes trop complexes pour qu'on puisse attribuer avec une quelconque précision la part qui revient à une campagne de publicité.

Tel est, en tout cas, la conclusion bien vague d'un colloque tenu en janvier dernier sous la houlette du bimensuel *Stratégies*, un magazine dont la raison d'être est la publicité — pardon, la communication.

La seule chose dont les publicitaires soient sûrs, c'est que le marketing politique est un énorme fromage qui peut rapporter gros. Enivrés par les fabuleux budgets alloués à leurs homologues américaines, les agences françaises se sont ruées sur ce créneau resté jusqu'alors relativement désert. Que de « progrès » faits depuis la campagne présidentielle de 1965, où l'on vit apparaître, pour la première fois, sur une grande échelle, les affiches des candidats avec, pour seul programme,

passés, s'attachant parallèlement les services de spécialistes de la pub. Lesquels travaillent moins par conviction que par intérêt bien compris. Ainsi, Jacques Seguela, le patron de l'agence Roux-Seguela-Cayzac (une agence qui pratique « un style de communication caractérisé par son agressivité », dit-on dans le milieu) qui a promotionné Mitterrand : « Je n'ai aucune préférence politique. Je ferais aussi bien la campagne d'un fasciste que celle d'un communiste. En free-lance (c'est comme ça qu'on cause dans la pub ; ça veut dire tout simplement en indépendant), pour n'engager que moi. Les bourgeois de la pub me traiteront une fois de plus de tête brûlée. C'est qu'ils ne regardent pas la vérité en face. La seule politique d'un publicitaire, c'est la publicité. »

Il serait pourtant excessif d'attribuer aux seuls publicitaires la place qu'a prise le marketing politique dans la propagande des partis. Ces « spécialistes » ont bourgeonné sur un terrain politique propice, celui des institutions de la V^e République. Taillée sur mesure pour les épaules d'un bonaparte, notre Constitution devait fatalement impulser un discours politique plus centré sur l'homme providentiel que sur les détails d'un programme politique. Situation idéale pour les publicitaires, qui ont accentué la tendance avec leurs « concepts » taillés dans la psychologie américaine et le mécanisme de la concurrence commerciale : positionnement pointu, message adapté, visuel fort, base-line habile, etc. Derrière tous ces mots étranges venus d'ailleurs, il y a une certaine conception de la politique, remarquablement exprimée par le magazine *Stratégies* dans son numéro de mars dernier : « Les « mee-tee products » étant nombreux (il s'agit de produits ayant les mêmes caractéristiques.

NDLR) et les idéologies politiques étant en récession, on éprouve de plus en plus le besoin de maîtriser la communication. » Etonnant plaidoyer *pro domo* qui a le mérite de justifier l'appel à des professionnels tout en recoupant assez largement les conceptions politiques technocratiques de la V^e République.

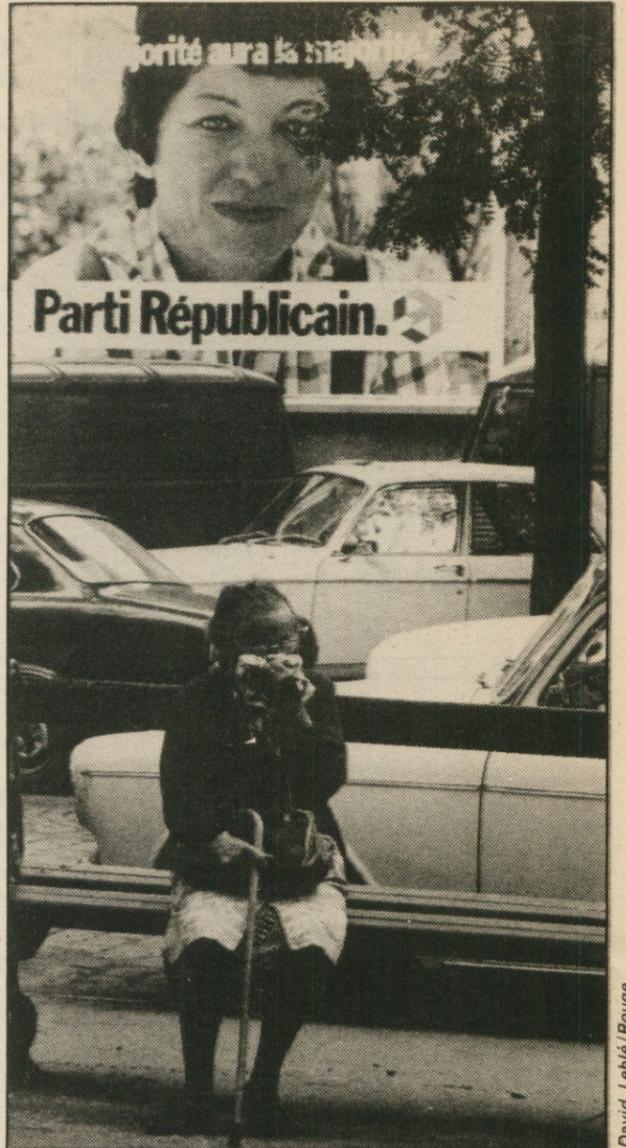
Ajoutons qu'un tel discours séduit d'autant mieux un parti que celui-ci sait trouver plus facilement de l'argent que des militants. C'est le cas des deux grands partis de droite que sont le RPR et le PR, plus habitués à louer des mercenaires pour leurs campagnes politiques qu'à disposer d'un réseau de militants capables de convaincre.

Ce n'est pas assez dire que le marketing politique réduit le débat politique aux dimensions d'une campagne de vente d'une savonnette. Encore faut-il souligner qu'il vise avant tout à occulter tout débat politique de fond tel qu'il pourrait s'exprimer par confrontations de programmes et de positions précises.

Que la droite, et aujourd'hui le PR avec sa campagne d'affichage, exprime, avec un tel luxe de moyens, son mépris de l'électeur, n'est en rien étonnant. Plus surprenante est la campagne (qui en présage d'autres ?) menée par le PS, en mars dernier, où l'on voyait Mitterrand sur une plage et sous l'une de ses citations. Simple effet d'entraînement ?

Peut-être. A moins qu'il ne s'agisse que de l'expression logique d'une même conception politique du débat et de la démocratie ? Lorsqu'on respecte les mêmes choses que ses adversaires, on finit par s'exprimer de la même façon que ceux qu'on prétend combattre.

Georges Marion



David Leblé/Rouge

UN MILLIARD ANCIEN POUR VENDRE SOISSON ET LE GISCARDISME

Le 12 juillet dernier, au cours d'une conférence de presse, François Mitterrand révélait que le patronat avait ouvert aux partis de la majorité un crédit de 1 milliard (nouveau !) pour couvrir leurs menus frais de précampagne électorale.

Un milliard dont la centième partie vient d'être dépensée par le Parti républicain pour sa gigantesque campagne d'affichage. Prévue pour quinze jours, répartie sur 5200 panneaux dans toute la France, la campagne consiste en trois affiches qui montrent trois bobines satisfaites et sûres de vaincre. Il en aura coûté 1 milliard ancien au Parti républicain, ou plutôt à des généreux donateurs pas trop serrés par la crise. Car, on imagine mal le PR capable de compter sur les seules cotisations de ses militants pour avancer une telle somme.

C'est l'agence Roux-Seguela-Cayzac, la même qui imagina Mitterrand sur une plage, il y a quelques mois, qui a conçu la campagne actuelle. Pour prix de sa matière grise elle a touché 300 millions anciens, ce qui fait cher le neurone. Le reste de la somme est allée à la réalisation technique proprement dite (500 millions anciens) et à la location de l'espace d'affichage (200 millions anciens).

La campagne vise à faire connaître Soisson qui, bien que secrétaire général du Parti républicain et ancien ministre, est plutôt inconnu (on n'ose écrire méconnu). Elle a aussi comme ambition de faire comprendre aux « chers z'électeurs » que le Parti républicain est un parti d'envergure nationale, aussi crédible, voire plus que Chirac et sa bande. Les mauvaises langues susurent que la Parti républicain tient aussi à se débarrasser de cette tenace réputation d'incapable depuis qu'un certain chapiteau s'effondra sur la tête des giscardiens rassemblés à Toulon pour célébrer leur nouvelle étiquette.

Ce n'est pas auprès du Parti républicain que nous avons obtenu tous ces sordides détails financiers. Ce n'est pas qu'on y manque de politesse, loin de là, mais, que voulez-vous, « la personne qui s'occupe de cela » est justement absente, ce qui est dommage « car elle est la seule qui connaisse le prix de la campagne. » Devous-nous le dire ? Nous avons eu la certitude que l'on cherchait à nous cacher cette information. On se demande bien pourquoi, alors que le Parti républicain ne manque pas d'hommes pour déclarer qu'il faudrait rendre public les comptes des partis politiques.

Un vœu d'autant plus urgent à réaliser que l'on annonce que les partis de la majorité ont déjà, sur la période de décembre 1977 à mars 1978, tous les bons emplacements d'affichage disponibles. En payant d'avance.

G.M.



David Leblé/Rouge